



Déclaration liminaire des représentants des personnels du SNUipp-FSU CTSD du 1^{er} décembre 2016



Convention rurale

Suite à la mise en place de la « *convention cadre pour un aménagement des territoires scolaires de l'Ardèche* », notre département dispose de 5 postes à affecter en cours d'année. Si nous ne pouvons qu'acter positivement cette dotation, nos interrogations sur cette convention restent entières. Nous espérons que **l'heure** qui y sera consacrée le 14 décembre pourra lever quelques ambiguïtés. Comme en toute occasion, la profession pourra compter sur les représentants des personnels du SNUipp FSU pour intervenir, enrichir le débat et rendre compte. **L'administration a annoncé que la démarche autour de cette convention était observée comme atypique. Nous revendiquons que ce qualificatif prenne tout son sens à travers l'association des organisations représentatives des personnels et des parents d'élèves au comité de pilotage. Le SNUipp-FSU y apportera son expertise.**

RASED

Depuis de nombreuses années, notre école peine, malgré l'engagement de la profession, à réduire le nombre d'élèves en difficulté. Ils sont 20% dès le CP et ce chiffre n'évolue guère à l'entrée en 6^{ème}. Avons-nous les moyens de notre ambition : faire réussir tous les élèves ? La bonne volonté se heurte aux réalités budgétaires : trop d'élèves par classe, pas assez de RASED, une formation initiale mal ficelée, une formation continue insuffisante...les enseignants font de leur mieux avec des moyens insuffisants. Souvent interpellée lors des réunions d'information syndicale sur l'insuffisance des RASED, la section départementale a enquêté auprès des 298 écoles du département. Plusieurs caractéristiques sont mises en exergue :

- tout d'abord, l'intérêt des écoles pour cette problématique : la participation à notre questionnaire est massive puisque 149 écoles (50% du total) ont répondu en trois jours ;
- les besoins d'interventions sont très importants : 84,5 % des écoles en ont fait la demande auprès des RASED cette année ;
- la faiblesse des possibilités d'intervention est préoccupante : seules 59% des écoles ayant formulé une demande ont pas pu en bénéficier ;
- quand les interventions ont lieu 40 % des écoles les ayant obtenues les jugent insuffisantes ou partielles ;
- 8 % des écoles ont estimé qu'il ne servait à rien de demander une intervention soit parce qu'elles en sont exclues depuis de nombreuses années, soit parce que leurs demandes sont d'ores et déjà labellisées par l'administration comme non prioritaires ;
- seulement 4 % des écoles estiment ne pas avoir de besoins.

Au final, ceux-ci sont nombreux mais les moyens ne sont pas à la hauteur. Les redéploiements et discours ne changent pas le fond du problème : nos collègues sont trop souvent seuls face aux difficultés de leurs élèves. Cerise sur le gâteau au goût bien amer, l'unique poste de maître G du département a été bloqué au mouvement. Est-ce à croire que l'administration pense l'action des rééducateurs inutile ? Jamais nos collègues n'ont été autant demandeurs de ce type d'intervention qui permettait, en quelques séances, de résoudre nombre de difficulté, de redonner confiance à un élève, une classe, une équipe... **Pour le SNUipp-FSU, il est temps de lancer la « refondation » des RASED. Des départs en formation dans toutes les options doivent être proposés afin de reconstituer un vivier de personnels formés. Des postes doivent être créés afin de mailler efficacement et totalement le territoire. Désormais, on ne peut plus nous opposer l'absence de**

besoins car démonstration est faite qu'ils sont immenses. Reste à mettre en face les moyens permettant d'y répondre, pour les élèves et le service public d'éducation.

APC

Côté APC, grâce à l'action des personnels avec le SNUipp, des discussions au plan national sont désormais ouvertes. Il est temps que le ministère reconnaisse tout le travail invisible que nous réalisons au quotidien. Il est temps d'imputer ce temps à des tâches qui existent déjà mais qui ne sont pas reconnues. Après une première réunion bilatérale, toutes les organisations, même celles qui ont dénigré et combattu l'action des personnels avec le SNUipp, participeront à ces rencontres. Le SNUipp veillera à ce que chaque organisation représente réellement les personnels en toute loyauté, honnêteté et transparence. **Plusieurs milliers de collègues sont aujourd'hui engagés dans cette action pour la simple et bonne raison qu'elle correspond à un besoin impérieux de notre profession : avoir du temps pour réaliser ces innombrables activités invisibles mais ô combien indispensables !**

LSUN

Concernant le Livret Scolaire Unique Numérique (LSUN), nous rappelons nos plus vives réserves quant à sa mise en place précipitée. A ce jour, aucun bilan sur le retour d'expérimentation menée n'a été présenté aux organisations des personnels. De nombreuses questions restent sans réponse : confidentialité et conservation des données, efficacité de la communication auprès des familles, impact sur les pratiques pédagogiques, conditions d'accès à l'application à distance...

Cet outil arrive dans le cadre de nouveaux programmes pour lesquels l'immense majorité de la profession n'a pas disposé de formation. Il est demandé aux équipes de prendre en main, via des diaporamas et autres tutoriels, une application techniquement instable. La réalité logistique des écoles n'est pas prise en compte.

Devant ces incertitudes, notre organisation demandait un moratoire d'un an afin :

- de stabiliser l'application,
- d'analyser et de prendre en compte le « retour d'expérience »
- de vérifier sa compatibilité avec la réalité logistique des écoles,
- d'assurer les formations indispensables auprès de tous les personnels
- de lever toute ambiguïté quant à l'utilisation de ces données.

Le SNUipp-FSU demande à ce que le département soit porteur de la réalité concrète vécue par les écoles.